

LA COLOMBIE A LA PALME DU TRAVAIL INDÉCENT !

La Colombie a pour ambition de devenir l'un des premiers producteurs d'huile de palme au monde. La culture commerciale de la palme africaine y a débuté en 1945 avec l'implantation d'une plantation dans une zone bananière de la région de la Magdalena par l'United Fruit Company. Mais ce n'est que depuis quelques années, avec l'alléchant marché international des agrocarburants, que la superficie des terres consacrées à la monoculture de la palme africaine s'est agrandie de façon exponentielle au détriment des communautés locales, de l'environnement et de la biodiversité, et au prix d'une forte dégradation des conditions de travail. Ce dernier point est l'objet central de l'article.

La Colombie partage, avec d'autres grands pays cultivateurs de palme, des caractéristiques communes. Une histoire marquée par des gouvernements autoritaires, sinon dictatoriaux, et d'immenses surfaces de terres forestières non protégées appartenant à des communautés indigènes incapables de défendre leurs droits. On peut citer aussi une main-d'oeuvre bon marché et des droits du travail inexistantes ou bafoués. Ces pays ont subi les politiques d'ajustement structurel imposées par le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale. Parmi les aspects de ces politiques d'ajustement structurel, il y a la mise en place de cultures d'exportation destinées à faire entrer les devises nécessaires au remboursement de la dette. En Colombie, deux productions sont destinées à fournir l'huile nécessaire à la fabrication d'agrocarburants pour l'exportation, la canne à sucre et la palme africaine.

Le secteur de la production d'huile de palme en Colombie représente aujourd'hui quelque cent mille emplois directs et indirects. Sur ces cent mille travailleurs, seuls 1.778 sont affiliés à l'une des six organisations syndicales existantes. Tous parmi eux sont engagés dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée et travaillent sous le régime d'une convention collective.

Un peu plus de 4.500 paysans sont "unis" au secteur via des "alliances de production". Ils fournissent les moyennes et grandes entreprises en matière première, à savoir les fruits du palmier, de la pulpe desquels on tire l'huile qui est ensuite raffinée.

On estime, par ailleurs, à plus ou moins dix mille le nombre de personnes employées directement par les entreprises pour une durée déterminée. Ces travailleurs ne sont pas syndiqués. Enfin, il y aurait plus de 80.000 personnes engagées sous des régimes de contrat flexible, à travers les coopératives de travail associé et les entreprises prestataires de services.

Les travailleurs "associés" dans le cadre des coopératives offrent leur main-d'oeuvre aux entreprises sur base de la logique de l'économie solidaire et non sur celle de la législation du travail. Dans le milieu des années 90, les salaires des travailleurs du secteur ont augmenté suite aux actions syndicales. Les patrons, qui trouvaient cette augmentation salariale "insoutenable" ont alors profité de la législation sur les coopératives pour rompre leur relation directe avec les travailleurs pour les réengager à travers les coopératives de travail associé. Ils parvinrent ainsi à contrer l'influence des syndicats, et par là à réduire les coûts salariaux, et à faire baisser les garanties et la stabilité du travail.

Les travailleurs des entreprises prestataires de services sont les plus mal lotis. Elles se présentent comme des bourses de l'emploi et proposent de la main-d'oeuvre aux grandes plantations. Comme la concurrence fait rage, cela se traduit pas une baisse significative des salaires et des conditions de travail, encore plus marquée que dans le secteur des coopératives.

Trait commun avec le secteur de la canne à sucre, on assiste à une segmentation des travailleurs suivant le type de contrat qui les lie aux entreprises. Les 1.778 travailleurs syndiqués, disposant d'un contrat à durée indéterminée, reçoivent un salaire quotidien garanti de 20.000 pesos (sept euros) toute l'année et bénéficient d'autres avantages. Les travailleurs liés aux coopératives sont payés à la pièce : ils reçoivent une "compensation" en fonction du tonnage de fruits récoltés, maximum 600.000 pesos par mois en saison haute. S'ils ne peuvent travailler pour quelque raison que ce soit (maladie, météo défavorable, ...), ils ne touchent rien. En basse saison, leur salaire est en chute libre, sans compter l'irrégularité de leurs horaires, dépendant des tâches qui leur sont assignées quotidiennement.



Photo : David Laveneno

Souvent, les plantations de la palme africaine remplacent les forêts primaires et sont un enfer social. Entre 2001 et 2005, 263.000 familles paysannes ont été chassées de leurs terres et des centaines de milliers d'hectares sont passés dans les mains de l'agro-industrie avec l'aide fréquente des paramilitaires.

Quant aux 4.500 paysans qui fournissent la matière première, ils courent de nombreux risques. En effet, en leur cédant l'exclusivité des tâches de récolte des fruits, les entreprises se désresponsabilisent et n'assument plus aucun risque lié au climat, aux organismes nuisibles, etc. De plus, bien qu'elles offrent des facilités de crédit, rien n'assure que l'argent prêté s'avérera suffisant pour couvrir les besoins de base jusqu'au moment de la première récolte (30 à 36 mois après l'ensemencement) ou jusqu'à la période où commence le rendement optimal (après cinq années). Les paysans sont ainsi tributaires d'un long processus aléatoire de production, sans pouvoir entre-temps cultiver des produits de subsistance afin d'assurer leur sécurité alimentaire.

Le travail est épuisant, tant dans le secteur de l'huile de palme que dans celui de la canne à sucre. Les récolteurs souffrent souvent de lésions chroniques du dos et sont constamment exposés à des produits agrochimiques susceptibles d'entraîner des maladies respiratoires. Quant aux ouvriers dans les raffineries, ils travaillent dans la chaleur étouffante, le bruit assourdissant et les fumées qui se dégagent lors des opérations de raffinage. Si ces industries respectent généralement les normes légales de santé et de sécurité, seuls les travailleurs bénéficiant d'un contrat direct en jouissent. Les autres travailleurs sont laissés dans l'insécurité totale.

Dans les plantations de palme africaine, l'influence des syndicats est quasi imperceptible : nous l'avons vu plus haut, seuls 1,8 % des travailleurs sont syndiqués. Le secteur est de fait marqué par un fort taux de sous-traitance, tant de l'emploi que de la matière première, ce qui joue un rôle majeur dans la faible syndicalisation.

De plus, les zones rurales n'offrant que peu d'opportunités d'emplois, les travailleurs, de crainte de perdre leur poste, préfèrent se contenter de leur situation plutôt que d'adresser des revendications à leur employeur.

Enfin, de nombreuses plantations sont situées dans des zones de conflit, où des groupes paramilitaires s'arrogent le pouvoir et perçoivent les syndicats comme une menace. Il essayent donc d'éliminer les représentants syndicaux.

L'arrivée en masse des coopératives de travail a entraîné l'extinction quasi totale, là où il existait, du processus de dialogue social et de négociation collective. Sur une cinquantaine de moyennes et grandes entreprises du secteur, seules quatre ont adopté des conventions collectives de travail, encore ont-elles été délestées des avantages économiques et sociaux qui caractérisaient les conventions collectives qui existaient auparavant.

Devant ce sombre constat, que réserve l'avenir pour les travailleurs de la palme africaine ? Difficile de répondre de manière assurée à cette question, mais certains exemples montrent qu'une amélioration est possible. C'est ainsi qu'Indupalma, qui jouit d'une certaine renommée, a adopté une politique dite d'"Espaces pour le dia-



Photo : Olga Lucia Fernández Arbeláez

logue", par laquelle des échanges permanents et ouverts ont pu s'établir entre les représentants syndicaux et la direction. Mais seuls les travailleurs "directs" en bénéficient, les travailleurs "indirects" en étant exclus. Ces derniers n'ont donc pas d'autre choix que de se mettre en arrêt de travail et de se mobiliser lorsqu'ils veulent faire entendre leur voix. Mais chaque fois ces mouvements populaires ont été réprimés, et les membres de coopératives de travail associé n'ont pu négocier d'amélioration substantielle de leurs conditions de travail. Au début de cette année 2008, 2.500 travailleurs ont manifesté leur colère et exprimé leurs revendications au cours d'une grève qui a duré plus d'un mois. Une négociation a été entamée mais, malheureusement, c'est de manière dispersée, avec chaque entreprise particulière, que s'est établi le dialogue, et non au niveau sectoriel.

Par conséquent, les avancées varient d'un cas à l'autre, mais de manière générale les ouvriers sont quand même parvenus à obtenir une meilleure couverture de leurs frais et une baisse de certains prélèvements sur salaire. Cependant, il n'a pas été question de revoir les modalités d'engagement. De surcroît, certaines entreprises ne respectent toujours pas ce qui a été convenu. Pire encore, des représailles ont été exercées sur certains leaders à l'origine du mouvement de protestation.

En réalité, il semble que jusqu'à présent tous les accords qui ont été signés à l'issue des mobilisations n'améliorent guère les conditions de travail de façon globale, et n'ouvrent pas la voie à une véritable et pleine reconnaissance des droits des travailleurs. C'est la raison pour laquelle il est urgent de reprendre les discussions afin de créer un cadre par lequel les droits des travailleurs pourraient être protégés intégralement.

Il faut pousser tant l'Etat que les chefs d'entreprise à assurer la sécurité des représentants des travailleurs pour qu'ils ne soient plus victimes de représailles et que leurs droits fondamentaux ne soient plus bafoués. Des politiques de responsabilité sociale sont à mettre en avant, responsabilité fondée sur l'octroi de garanties minimales, associées à un dialogue transparent, incluant tous les acteurs du secteur. La société civile a un rôle important à jouer dans ce cadre.